

Projet de « Renforcement de la Résilience des Femmes, des Jeunes  
et de la cohésion sociale : Pour la bagatelle de 196 787 100 FCFA

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 22 JUIN 2023

1371

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**SÉNÉGAL** : L'Ordre des avocats dénonce des entraves au libre exercice



**Clôture de la 24ème édition de la Quinzaine de l'Environnement** : Le ministre Koné satisfait



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**22** Juin  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



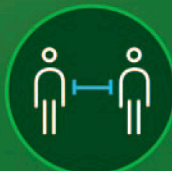
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**39**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32329**

**Décès**

**0**

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.12



P.17



P.28



## / Une /



Référendum du 18 juin:  
Les résultats provisoires définitifs attendus ce vendredi

P.4

## / Breves /



ECHOS KALANSO : 39 médecins généralistes et spécialistes formés en échographie  
CNT : « La Minusma apparaît de plus en plus comme un catalyseur de la crise malienne »  
Réseau des caisses Nyèsigiso : Sur le podium de la rentabilité  
TOMBOLA RIA BY ECOBANK : Une dizaine de clients remportent des cadeaux  
BAC 2023 : Ne compter que sur soi-même !

P.12

P.12

P.13

P.13

P.14

## / Actualité /



Clôture de la 24ème édition de la Quinzaine de l'Environnement : Le ministre Koné satisfait  
Le crash d'un hélicoptère chinook : Deux militaires canadiens portés disparus  
Recommandations du secrétaire général de l'ONU : Une "chasse aux casques bleus" imminente au Mali  
Examen du baccalauréat : Le pouls de la situation pris par Mme Sidibé Dédéou Ousmane  
Projet de « Renforcement de la Résilience des Femmes, des Jeunes et de la cohésion sociale : Pour la bagatelle de 196 787 100 FCFA  
Situation humanitaire au Mali : Plus de 8 millions de personnes en attente d'aide

P.16

P.17

P.19

P.21

P.23

P.25

## / Politique /



Polémique autour du vote de la nouvelle constitution : Les maliens encore plus divisés qu'unis  
Référendum constitutionnel : Le front uni contre le référendum dénonce l'usage des moyens de l'état  
Demande de retrait de la MINUSMA : Le Parti "Demain C'est Aujourd'hui" (DCA) salue la décision des autorités

P.28

P.29

P.31

## / Culture & Société /



Stage au Mali :  
Une expérience professionnelle ou une perte de temps ?

P.33

## / International /



SÉNÉGAL : L'Ordre des avocats dénonce des entraves au libre exercice  
Économie : Les pays africains en colère contre les agences de notation financière

P.36

P.38

## / Sport /



Nid des Aigles :  
Une partie de la délégation malienne peine à rentrer chez elle

P.39

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Référendum du 18 juin

# Les résultats provisoires définitifs attendus ce vendredi

**L**es résultats définitifs du référendum devraient être annoncés ce vendredi. Le Président de l'autorité indépendante de gestion des élections, Me Moustapha Cissé, a tenu une conférence de presse le mercredi 21 juin 2023 pour informer l'opinion nationale et internationale que la Commission Nationale de Centralisation des Votes siège sans interruption depuis la fermeture des bureaux de vote le 18 juin 2023.

Le Président de l'autorité indépen-

dante de gestion des élections a salué les Maliens pour la bonne tenue du scrutin. Il a également précisé que la Commission Nationale de Centralisation des Votes est composée de 21 membres, dont les représentants de l'AIGE, du courant OUI et du courant Non. La présence des membres de la Commission Nationale a été constatée par acte d'huissier avant le démarrage des travaux. Des personnes ressources sont déployées pour appuyer les travaux de ladite Commission. Il a tenu à donner cette précision de taille qui

confirme l'impartialité de l'autorité indépendante de gestion des élections.

Selon le Président de l'AIGE, la centralisation des résultats se déroule selon le schéma suivant : Dans un premier temps, la Commission Nationale reçoit à travers une plateforme les résultats transmis électroniquement par des techniciens de l'AIGE déployés au niveau des Commissions Locales de Centralisation. Il faut savoir que les résultats des





communes, ambassades et consulats sont centralisés au niveau de la commission locale du cercle, du district, de l'Ambassade ou du consulat. Dans un second temps, elle reçoit les procès-verbaux transmis sous enveloppe scellée et cachetée qui sont comparés avec les résultats transmis électroniquement sur la plateforme.

À ce jour, la Commission Nationale de Centralisation a traité plus de 24 000 bureaux de vote sur un total de 24 416. À ce stade de la centralisation des résultats de l'intérieur et

de l'étranger, le taux de participation est de 38 %. Ce pourcentage ne concerne que les résultats du scrutin général du 18 juin 2023 et est susceptible d'évoluer favorablement avec l'arrivée continue des résultats et la prise en compte dans le décompte final du vote anticipé des membres des Forces de Défense et de Sécurité, qui s'est déroulé une semaine plus tôt et dont le dépouillement a eu lieu au même moment que celui du scrutin général du 18 juin 2023. Résultats provisoires du référendum annoncés par l'AIGE

Le Président de l'autorité indépendante de gestion des élections a souligné que chaque vote compte et que les résultats reflètent les votes exprimés. Cependant, il a également précisé que ces résultats sont provisoires et que les résultats définitifs seront communiqués conformément à la loi électorale dans un délai de cinq jours à compter de la tenue du scrutin référendaire, soit au plus tard le 23 juin 2023.

■ Ibrahim Sanogo





# WARABIZ TOUR

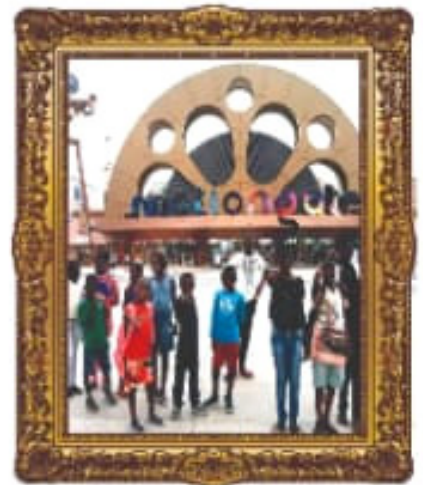
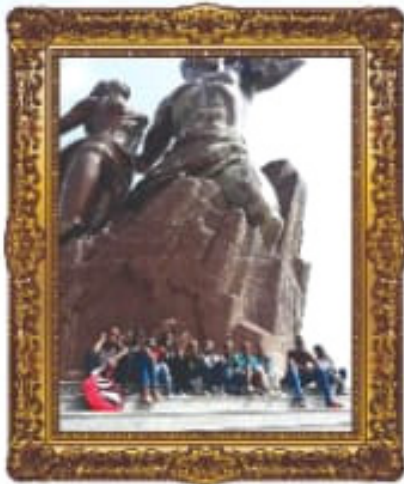
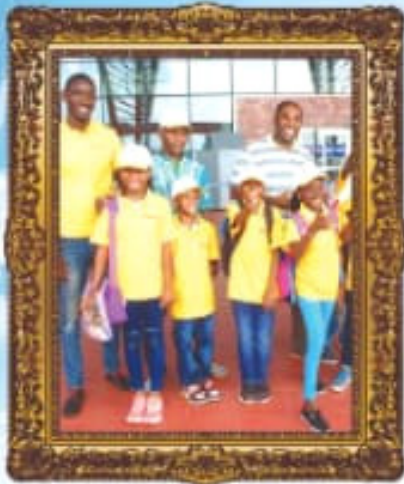


**Emirates  
Holidays**

**BAMA KO - DUBAÏ VIA DAKAR  
SÉJOUR - DUBAÏ :  
DU 05 AU 19 AOÛT 2023**

**Tarifs : 1 500 000 FCFA**

**Frais d'Inscription : 300 000 FCFA**



SEBENIKORO, BP : E 3535  
Rue : 415 Porte 200 Derrière  
l'Agence Kalo Jiginew  
CONTACTS : +223 76 47 36 71 / 65 25 70 27  
Bamako - Mali / E-mail : warabizmali@yahoo.fr



© Dupli - Mali - 00 44 20 12 76 46 40 96



# ANGLETERRE

## 2023

REJOIGNEZ-NOUS À

### BARTON HALL

LES MEILLEURS PARCS  
D'ATTRACTIONS  
DE LONDRES



TRANCHE D'ÂGES : DE 7 À 17 ANS

13 ans  
D'Expériences



SEBENIKORO, BP : E 3535  
Rue : 415 Porte 200 Derrière  
l'Agence Kafo Jiginew  
CONTACTS : +223 76 47 36 71 / 65 25 70 27  
Bamako - Mail / E-mail : warabizmali@yahoo.fr





## ■ Primature du Mali



Le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a reçu une délégation d'Urgences panafricanistes

La délégation conduite par M. Adama DIARRA dit Ben le Cerveau du mouvement Yèrèwolo, a été reçue le mardi 20 juin 2023 par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Choguel Kokalla Maïga. Elle était venue réaffirmer son soutien aux Autorités du Mali, en prélude au grand meeting prévu le 23 juin prochain pour exiger la suspension des opérations de la Minusma demandée par notre pays.

L'organisation panafricaniste a tenu à apporter son soutien aux autorités maliennes à la suite de cette décision patriotique d'autodétermination du peuple malien qu'elles viennent de prendre devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Cela en synergie avec le mouvement Yèrèwolo.

Le Président de l'organisation « Urgences Panafricanistes », Kemi SEBA, a exprimé toute sa fierté face au leadership des autorités maliennes. « Vous êtes un symbole d'abnégation, de résistance et de résilience », a-t-il affirmé. Il a assuré que la

communauté panafricaniste se tenait aux côtés du Mali pour sa prospérité. « Votre combat, a-t-il scandé, a pris une dimension internationale ».

Le Premier ministre est quant à lui, revenu sur l'histoire de la question sécuritaire et politique de notre pays.

Il a félicité ses hôtes pour leur courage et leur engagement pour la cause panafricaniste.

« Vous n'imaginez pas le travail que vous faites. C'est éminemment important. Tout cela participe à l'éveil des consciences des peuples africains », a déclaré le Premier ministre.

Urgences panafricanistes est une ONG créée par le militant panafricaniste franco-béninois Kémi Séba. Son but est de lutter contre la présence française en Afrique et de promouvoir l'unité africaine. Elle opère dans plusieurs pays d'Afrique francophone.

CCRP/Primature



## ■ Malick Konate



Tenin de Karim KEITA est devenue Tenin de Batouly Niane. Elle a raison. Change son intérêt. Mangeons vivant.

#Bèki\_Takè



## ■ Yehia Tandina



**TOMBOUCTOU : LA MINUSMA AMPLIFIE SON IMPOPULARITÉ À TOMBOUCTOU.**

Le Bureau régional de la MINUSMA de Tombouctou qui depuis bénéficiait de la Clémence des autorités régionales, vient de déclarer la guerre à l'administration. Le chef de bureau par intérim en conquête de sa confirmation vient de rejeter toutes les demandes de vol des administrateurs et autres partenaires. Cette attitude considérée comme humiliation à nos autorités ne saurait être tolérée. À compter de ce jour, je vous proposerai un flash sur la Mission dans la région.

Plusieurs rubriques sur le mode de recrutement, des financements, l'agression de nos mœurs, l'utilisation irrationnelle des ouvriers qualifiés et autres cadres qui travaillent dans les différentes division et pour finir par les causes de leur échec dans le nord et au Mali en général. À très bientôt chers lecteurs.



## ■ AMARA Bathily Page



**BEAUCOUP ONT EU LE BAC IL YA 6, 15 OU 20ANS MAIS ÇA N'A RIEN SERVI CAR ILS N'ONT JAMAIS EU DE TRAVAIL le système doit changer**

## ■ Kati24



**BURKINA/ CINÉMA : LA BANDE À LA-DJI, LE CURÉ, CHEF DE VILLAGE, EST DE RETOUR**

C'est un ouf de soulagement pour tous les amoureux du Cinéma, après 3 hommes, 1 village; 3 femmes, 1 village ; bientôt c'est Bienvenue à Kikidenie.

La série burkinabè sera très bientôt de retour sur nos petits écrans.

#Kati24Infos



## ■ Fatima Walet Diallo



**En attendant l'éclairé Diko se trouve en dehors du pays invité pour un autre grand événement mondial.**

## ■ Mali Manamanakan



**Sikasso: Bientôt la reprise du site de thé de Farako ! Tous les regards sont aussi tournés vers Koulikoro (Hello HUICOMA)**

## ■ SEGOU MEDIA



**La fin d'un Imam**



■ **Macky Sall**



@Macky\_Sall

Je présente mes meilleurs vœux de réussite à nos enfants candidats au #CFEE et à l'entrée en 6e et rends hommage à leurs braves parents et enseignants.

■ **Kanfari Sonni Anass Maiga**



@SonniMaiga

#Gao : Des individus armés non identifiés viennent d'ouvrir le feu sur un vieillard à Wabaria à 5 km de Gao tout de suite. Il est gravement blessé et conduit à l'hôpital de Gao. Après avoir tiré sur lui, les assaillants se seraient rendus compte qu'il n'était leur cible.

■ **Présidence Sénégal**



@PR\_Senegal

À Lisbonne dans le cadre d'une visite d'Etat, le Président

@Macky\_Sall

a été reçu, avec les honneurs, au Palais de Belém, par le Président portugais Marcelo Rebelo De Sousa. Les deux dirigeants ont eu un entretien en tête-à-tête avant de répondre aux questions des journalistes.



■ **Nathalie Yamb**

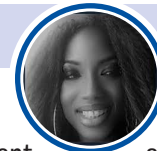


@Nath\_Yamb

Pas surprenant: L'officier tchadien qui a désarmé les bidasses français a été placé en détention pour mesures disciplinaires. Le ministre des armées a même présenté ses excuses à la France La hiérarchie de l'armée tchadienne, @GmahamatIdi en tête, est soumise à Paris, ce n'est pas un scoop. Mais dans la troupe, l'esprit décomplexé se répand... #FranceBara



■ **Farafina Wamy**



@FarafinaW

Les représentants de gouvernement ougandais ne pourront plus voyager aux États-Unis . La sanction a été décidée après que le parlement du pays a adopté, le lundi 29 mai 2023, une loi qui criminalise l'homosexualité . En , il est un crime et est passible de la peine de mort.







# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



**ECHOS KALANSO :**

**39 médecins généralistes et spécialistes formés en échographie**



La salle de conférence du Décanat de la Faculté de Médecine et d'Odonto-Stomatologie (FMOS) a accueilli une double cérémonie de sortie et d'entrée des étudiants en échographie, présidée par le professeur Seydou Doumbia, Doyen de la FMOS. Le Diplôme universitaire d'échographie générale « ECHO KALANSO » est une formation d'un an ouverte aux médecins généralistes et spécialistes. Elle comprend des cours théoriques par module, des stages pratiques et un mémoire de fin d'étude. La première promotion, constituée de 39 médecins, a reçu son parchemin lors de la cérémonie de ce mercredi. Les nouveaux étudiants sont au nombre de 30.

Le professeur Seydou Doumbia a souligné que les étudiants sortants et entrants constituent désormais un grand réseau en échographie. Pour la formation de génération de spécialistes en échographie, le Doyen de la Faculté de Médecine s'est réjoui du fait que l'on peut compter sur ce réseau de diplômés. Selon le doyen, cette formation contribuera à lutter contre le mauvais diagnostic en échographie.

Le professeur Adama Diaman Keita, qui a présenté le Diplôme universitaire d'échographie générale, a déclaré que la science médicale se développe et que les années d'études académiques ne suffisent pas pour épuiser tout ce qu'il y a à savoir. L'échographe est un outil de santé passionnant mais contraignant qui améliore la qualité des soins. Plus l'échographie est précise, plus le clinicien sera efficace dans le soin.

Le Dr Souma Kodio, au nom de ses collègues récipiendaires, a salué la qualité de la formation et a insisté sur le respect de l'éthique et de la déontologie qui doivent être la boussole de tout diplômé en médecine.

**SEYDOU FANE**

**CNT :**

**« La Minusma apparaît de plus en plus comme un catalyseur de la crise malienne »**

Le conseil national de transition, dans un communiqué rendu public ce lundi 19 juin, apporte son soutien au gouvernement du Mali qui a demandé le départ de la Minusma le vendredi dernier lors de la réunion du conseil de sécurité des nations unies sur le rapport périodique du secrétaire général Antonio Guterres.

Dix ans d'engagement, au lieu d'être une solution, la MINUSMA est train d'être le problème a regretté le gouvernement malien justifiant sa demande de retrait de la mission onusienne. Prenant acte de cette décision, pour l'organe législatif de la transition, « les Autorités du Mali ont pris l'option stratégique ».

À cet effet, le CNT exprime sa solidarité avec le Gouvernement suite à cette décision salubre et responsable qui intervient après dix (10) ans de présence mitigée de la MINUSMA au Mali.

« Au regard de l'insuffisance de résultats en matière de stabilisation du Mali et de ses agissements inopportuns en déphasage avec la quête de paix et de réconciliation nationale auxquelles aspire le vaillant peuple malien, la MINUSMA apparaît de plus en plus comme un catalyseur de la crise malienne », indique le CNT dans son communiqué.

Réaffirmant sa solidarité et son soutien indéfectible au Président de la Transition, Assimi GOITA, pour son attachement ferme à la souveraineté du Mali, le Conseil National de Transition se propose d'entreprendre toutes autres actions utiles pour accompagner le Gouvernement de la Transition dans cette démarche.

**Par Sikou Bah**

Source : Info Matin



## Réseau des caisses Nyèsigiso : Sur le podium de la rentabilité

Les bons résultats engrangés en 2022 donnent les moyens d'agir et d'investir davantage en 2023.



**A**u réseau des caisses d'épargne et de crédit Nyèsigiso, l'année 2022 était sous le signe des chiffres historiques portés par une excellente dynamique commerciale. Les fonds propres en nette progression de 29 % ont atteint 4,687 milliards de F CFA contre 3,633 milliards en 2021. Simultanément le taux de capitalisation a décalé l'année dernière, passant de 14,71% à 16,87%, donc « conforme à la norme de capitalisation édictée par la BCEAO » a signalé le Directeur général Modibo Coulibaly. Cette belle performance lui a permis de rester sur le podium national de la rentabilité. En outre, elle a dévoilé une forte conquête des entreprises et des particuliers qui y ont trouvé ce dont ils ont besoin : c'est-à-dire une caisse à impact qui peut financer et conseiller ses clients. En effet, le précédent exercice a vu Nyèsigiso appuyer davantage sur ses bases solides et son modèle coopératif local pour soutenir la reprise et appuyer les projets de ses clients, particuliers et entrepreneurs.

### Plus proche, plus utile

Le nombre de Maliens qui lui ont fait confiance est en hausse avec des milliers de nouveaux clients. Parce que plus proche, plus utile. Traduction concrète : « c'est la première fois, à la fin d'un exercice social, toutes les caisses opérationnelles de l'union enregistrent toutes un résultat excédentaire ».

Dirigeants, membres du Conseil d'administrateurs, délégués venus des régions et du district de Bamako ont

de bonnes raisons de se féliciter de l'année écoulée avec ces bons résultats qui donnent au réseau Nyèsigiso les moyens d'agir et d'investir davantage en 2023. La bonne nouvelle se rapporte à l'augmentation du nombre de caisse de grande taille. Une annonce faite au cours de la 26ème assemblée générale ordinaire, une rencontre annuelle, qui a procédé au toilettage des textes dans l'optique de dynamisation l'union et de définir le plan d'action de 2023 qui se décline à « la mobilisation des ressources financières à moyen et long termes auprès des partenaires financiers pour booster la production en crédit ».

« Il y a des prix qu'on reçoit, il y a ceux qu'on mérite » selon Pierre Légaré, humoriste et psychologue canadien décédé. Le mérite a sa place à Nyèsigiso et sert d'échelle de valeur pour juger, récompenser des salariés sous forme de prix remis au terme de ce rendez-vous annuel. Vive ment plus de salariés dignes de félicitations en bonne et due forme l'année prochaine !

Ibrahim Yattara

## TOMBOLA RIA BY ECOBANK : Une dizaine de clients remportent des cadeaux

**En vue de récompenser la fidélité de ses clients et partenaires en cette veille de la fête de tabaski, ria en collaboration avec Ecobank a organisé le premier tirage de la 1ère phase de sa tombola, ce lundi 19 juin 2023 au siège de Ecobank. Les quatorze heureux gagnants de cette première étape de la "tombola ria by Ecobank" ont bénéficié des cadeaux, notamment des Bazins, des bons d'achat, des moutons, une télévision, et une moto.**

**L**a remise des cadeaux a été effectuée en présence du directeur de Ecobank, des particuliers et des personnels de la banque et son partenaire Ria ainsi que les gagnants tirés au sort.

La "Tombola Ria by Ecobank" vise à renforcer les liens entre les deux marques (Ria et Ecobank) et leurs clients, ainsi que leurs partenaires, a indiqué Alassane FAYE, Chef de la division distribution.

En plus de la consolidation des liens entre la banque et l'opérateur de transfert d'argent, M. FAYE a indiqué que cette Tombola permettrait aussi aux clients de privilégier le canal Ria pour recevoir de l'argent ; et également les permettra de gagner de nombreux lots en multipliant leur réception via Ria.

« Donc, plus le client reçoit de l'argent par Ria, plus il a de la chance de gagner et le choix des gagnants se fera



par tirage au sort sur la base des références de réception d'argent » a expliqué Alassane FAYE.

Pour avoir reçu 10 000 FCFA de l'étranger vers Mali à travers Ria, Moustapha DOUCOURE a été récompensé d'une moto Jakarta. Il est le gagnant de la récompense client.

Tout comme DOUCOURE, quatre autres clients ont été récompensés des lots de Bazin riche, moutons et un écran TV 50.

Pour avoir atteint le montant de transaction requis, Ibrahim SIBY a remporté un mouton, du bazin et un bon d'achat de 50 000 FCFA.

La gagnante du jeu Facebook, Fatou COULIBALY, est rentrée à la maison avec un bon d'achat de 20 000f.

Le chef de division distribution a souligné que la solution de transfert d'argent Ria est disponible dans toutes les agences Ecobank et que le transfert via Ria concerne uniquement les réceptions de l'étranger vers Mali.

Signalons que la campagne Tombola Ria by Ecobank s'étend du 1er au 27 juin 2023.

**PARAMINA SISSOKO**

Source : Info Matin



d'ordinaire synonyme de stress pour les élèves de Terminale, puisqu'il s'agit de la traditionnelle période de l'examen du baccalauréat, précieux sésame qu'ils rêvent de mettre en poche. Les candidats au nombre de 212 862, répartis dans 480 centres pour 7 646 salles disséminées sur toute l'étendue du territoire national, vont devoir garder la tête froide encore aujourd'hui et demain avec la tenue de redoutées épreuves à coefficient élevé selon les spécialités.

Mais attention à ne pas s'écarter des règles relatives à ces épreuves. Certains documents sont par exemple obligatoires à présenter. À l'inverse, plusieurs objets ou comportements sont formellement interdits. Tout d'abord, avant de se rendre à l'examen, il est essentiel d'emporter avec soi une pièce d'identité, sans quoi le candidat peut théoriquement ne pas être accepté dans la salle d'examen. Ensuite, tous les objets pouvant communiquer avec l'extérieur sont interdits, notamment les téléphones portables. En arrivant, les élèves doivent s'installer à la place qui leur a été préalablement attribuée. Et l'accès à la salle d'examen est interdit à tout candidat qui se présente après l'ouverture de l'enveloppe contenant les sujets. Sur place, les copies et les feuilles de brouillon sont fournies directement. Par contre, il est formellement interdit de parler avec ses voisins.

## Aucun incident majeur

Jusqu'à présent aucun incident majeur signalé depuis le début lundi des épreuves, ce qui témoigne de la bonne organisation du bac, édition 2023. Les membres du gouvernement ont par ailleurs en divers endroits réaffirmé leur attachement à des examens propres et crédibles, gages d'un avenir radieux. Les candidats sont partout invités à ne compter que sur eux-mêmes, plutôt qu'à céder à la facilité par la tentation de la fraude. En tout état de cause, toute indécatesse sera sévèrement punie conformément aux textes en vigueur. « Une personne avertit en vaut deux » dit l'adage.

**Fanfan**

L'Informateur



## BAC 2023:

### Ne compter que sur soi-même!

**Les candidats au nombre de 212 862 vont devoir garder la tête froide encore aujourd'hui et demain avec la tenue de redoutées épreuves à coefficient élevé.**

C'est lundi dernier que le coup d'envoi de l'édition 2023 du baccalauréat a été donné par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Le mois de juin est



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Clôture de la 24ème édition de la Quinzaine de l'Environnement: Le ministre Koné satisfait



Le samedi 17 juin 2023, la 24ème édition de la Quinzaine de l'Environnement a pris fin. La cérémonie de clôture, qui s'est déroulée à Koutiala, capitale du Lers Blanc, a été couplée à la Journée internationale de lutte contre la désertification et la sécheresse, sous le thème «Femme, sa terre ; Ses droits». Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné, présidait la cérémonie aux côtés du gouverneur de la région de Koutiala, le général de brigade Abdoulaye Cissé, du directeur général de l'Agence de l'Environnement et du Développe-

ment Durable (AEDD), Dr Allassane Ba, des partenaires techniques et du secteur environnemental.

Dans son discours de clôture, le ministre Koné a déclaré que pendant deux semaines, des activités ont été menées dans toutes les régions du pays et dans le district de Bamako, avec la participation de tous et la satisfaction générale de toutes les parties prenantes. Ces activités ont pris la forme de conférences-débats, d'émissions audiovisuelles, de visites de terrain, d'activités de sensibilisation et d'information, entre autres.

Le ministre Koné a également souligné que le thème de la Journée mondiale de l'environnement et celui de la Journée internationale de lutte contre la désertification et la sécheresse ont été largement diffusés auprès du public et des médias. Cette campagne de communication en faveur de la protection de l'environnement était d'autant plus utile que les menaces environnementales qui pèsent sur notre pays sont énormes. «Il est heureux de constater que la Quinzaine de l'Environnement est devenue un événement vivant des actions de mise en œuvre



de la politique nationale de protection de l'environnement. Son audience s'agrandit progressivement chaque année auprès des citoyens et ses impacts sont croissants au fil des éditions», a déclaré le ministre Koné. Il a également exhorté les organisateurs à innover et à faire participer chaque année le maximum d'acteurs pour améliorer la visibilité des éditions futures. «Que tous retiennent désormais que les actes qu'ils posent dans le cadre de la Quinzaine de l'Environnement apportent davantage une valeur ajoutée dans l'incommensurable

chantier de l'éveil de la citoyenneté environnementale au Mali», a laissé entendre Modibo Koné. Avant d'ajouter ceci : «Nous devons retenir que le combat pour la protection de l'environnement est un travail de longue haleine qui exige l'implication et la participation effective de toutes et de tous. Nous devons donc être des écocitoyens soucieux de la sauvegarde de la planète pour nos progénitures. «Chaque jour qui passe, notre inaction nous rend encore plus responsables de la destruction progressive de la nature. Il est impératif que nous bannissons

purement et simplement la pollution plastique de notre quotidien. Nous devons travailler davantage sur l'émergence de l'économie circulaire en favorisant la réutilisation, le recyclage et la transformation des matériaux. En outre, nous devons nous engager davantage dans la défense des droits fonciers des femmes. C'est ainsi que nous pourrions contribuer à préserver notre environnement pour les générations futures.

**Ki Zerbo**

## Le crash d'un hélicoptère chinook Deux militaires canadiens portés disparus

L'armée canadienne affirme que l'opération de recherche et de sauvetage se poursuit pour retrouver deux personnes portées disparues depuis qu'un hélicoptère de l'Aviation royale canadienne s'est écrasé, dans la nuit de mardi, près de la base de Petawawa, dans l'est de l'Ontario.

L'hélicoptère CH-147 Chinook, avec à son bord quatre membres d'équipage du 450 Escadron tactique d'hélicoptères, basé à Petawawa, s'est écrasé lors d'une mission d'entraînement près de la rivière des Outaouais un peu après minuit, mardi, a indiqué l'armée.

Deux personnes ont été transportées à l'hôpital de Pembroke, pendant la nuit, et les recherches des deux autres se sont poursuivies sur l'eau et par la voie des airs tout au long de la journée mardi.

Le premier ministre a provoqué une grande confusion, mardi après-midi, lorsqu'il a laissé entendre que les membres d'équipage qui manquent à l'appel étaient morts.

Justin Trudeau a déclaré aux journalistes en anglais qu'il avait parlé

avec le général Wayne Eyre, chef d'état-major de la défense, pour exprimer ses condoléances aux militaires « qui ont été tués ». Il promettait alors une « enquête approfondie » sur l'accident.

Le cabinet du premier ministre n'a fourni aucune explication immédiate pour ces commentaires. Le ministère de la Défense nationale a indiqué dans une réponse par courriel que les recherches se poursuivaient et qu'une « confirmation officielle » serait fournie une fois que de plus amples informations seraient disponibles.

Plus tôt mardi matin, en se rendant à la réunion hebdomadaire du cabinet, M. Trudeau avait déclaré : « Nous espérons maintenant le meilleur, mais nous nous préparons au pire ».

L'armée n'a donné aucun indice sur ce qui aurait pu causer l'accident.

### « EVITEZ LE SECTEUR »

La recherche a impliqué une cinquantaine de militaires à terre et sur la rivière, avec l'aide d'une unité maritime de la Police provinciale de

l'Ontario, des services de prévention des incendies de Petawawa et de Pembroke, et de plusieurs aéronefs militaires de recherche et sauvetage.

Des hélicoptères survolaient mardi la rivière des Outaouais et des véhicules militaires bloquaient les routes et l'accès aux plages, alors que l'armée maintenait bouclé tout le secteur.

La Ville de Pembroke et le canton de Laurentian Valley ont déclaré dans un message en ligne qu'aucun avis sur la qualité de l'eau n'avait été lancé et que le système d'épuration produisait de l'eau potable, mais ont demandé aux citoyens de réduire leur consommation.

Dans un communiqué tôt mardi matin, le ministère de la Défense nationale a également demandé aux plaisanciers de rester hors du secteur pour « faciliter les recherches, éviter les matières potentiellement dangereuses provenant de l'aéronef et assurer l'intégrité de la scène de l'accident ».

Petawawa est situé à environ 160 km au nord-ouest d'Ottawa.



La flotte canadienne de 15 hélicoptères Chinook est utilisée pour transporter des militaires et du matériel. Ces hélicoptères ont également été déployés lors de catastrophes naturelles au Canada et pour assurer des évacuations médicales d'urgence lors d'opérations au Mali en 2018 et 2019.

En août dernier, l'armée américaine

a cloué au sol sa flotte de 400 hélicoptères Chinook, après plusieurs rapports indiquant que des fuites de carburant avaient provoqué des incendies de moteurs. Aucun blessé ni décès n'avaient été signalés du côté américain.

À l'époque, un porte-parole au ministère de la Défense nationale a déclaré qu'il n'y avait pas eu de

tels problèmes avec la flotte de l'Aviation royale canadienne et que l'armée serait en contact avec le constructeur, Boeing.

Un porte-parole de Boeing a refusé de répondre aux questions mardi.

■ **Source: ledevoir**

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com



# Recommandations du secrétaire général de l'ONU: Une "chasse aux casques bleus" imminente au Mali

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a publié un rapport contenant ses recommandations sur la MINUSMA. Il suggère que la Mission de l'ONU au Mali, soit prolongée d'un an et que ses effectifs autorisés soient maintenus. Ces recommandations passeront en revue et débattues par les quinze membres du Conseil de sécurité. On attend de savoir le traitement qui sera réservé à ses suggestions, le 29 juin prochain, à l'ONU.



**C**'est face aux instructions de Guterres, qui inquiètent plus d'un malien, que le Ministre des Affaires étrangères du Mali, M. Abdoulaye Diop, a demandé le 16 juin dernier, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le retrait sans délai de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), arguant notamment d'une crise de confiance entre les autorités maliennes et la Mission.

## Des réactions diverses

La MINUSMA semble devenir une partie du problème en alimentant les tensions communautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité, a accusé M. Abdoulaye Diop qui a de plus constaté qu'après plusieurs années de déploiement des forces de la MINUSMA sur le terrain, la situation sécuritaire, qui concernait jadis le nord du pays, s'est progressivement

dégradée dans les autres régions du Mali, notamment le centre. Pour le Gouvernement du Mali, le constat est clair: la MINUSMA n'a pas atteint son objectif fondamental, a-t-il affirmé.

Insistant sur le caractère fondamental que revêt la coopération de l'État hôte, le Chef de la Mission et Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, a assuré au contraire que malgré l'environnement com-

plexe dans lequel elle opère et les restrictions à sa liberté de mouvement, la MINUSMA s'est employée à mettre en œuvre son mandat de la manière la plus efficace qui soit, évoquant notamment son soutien au processus de transition en cours.

Selon M. El-Ghassim Wane, la Mission a d'indéniables avantages comparatifs « qui peuvent et doivent » être mis plus effectivement à contribution pour appuyer l'État malien. Il a plaidé pour un engagement encore plus soutenu du Gouvernement malien à travers un dialogue régulier avec la Mission « pour élargir le champ des possibilités et saisir les multiples opportunités qui existent, au bénéfice des populations ». Dans son dernier rapport sur le Mali, le Secrétaire général de l'ONU établit quatre paramètres déterminant l'efficacité de l'engagement de la Mission: avancement de la transition politique; progrès accomplis dans l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation; liberté de circulation de la Mission, y compris pour les moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance essentiels à la sûreté et à la sécurité des soldats de la paix; et enfin, capacité d'exécuter l'intégralité du mandat confié par le Conseil de sécurité, y compris les dispositions relatives aux droits humains. Au nom des A3, le Mozambique a également proposé plusieurs pistes pour améliorer l'efficacité de la Mission, dont la protection des civils, le rétablissement de l'autorité de l'État dans les zones vulnérables, et le renforcement de la présence de la MINUSMA dans les zones critiques. Le Conseil de sécurité doit se prononcer le 29 juin prochain sur le renouvellement du mandat de la MINUSMA. Si tous les intervenants se sont inquiétés de la progression du terrorisme au Mali, certaines délégations se sont plus particulièrement alarmées de la situation des droits humains, notamment dans le cadre des opérations menées par les Forces armées maliennes et le groupe Wagner, à Moura en mars 2022.

De fait, pour l'Albanie, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis,

l'action déstabilisatrice du groupe et la menace qu'il représente pour le peuple malien et la souveraineté du pays n'ont jamais été aussi évidentes.

La Fédération de Russie a dénoncé la réaction négative au renforcement de la coopération russo-malienne, manifestation selon elle d'approches néocoloniales et du « deux poids, deux mesures », soulignant que grâce à son soutien, les Forces armées maliennes ont obtenu des résultats tangibles contre des organisations terroristes dans le centre du pays.

Le représentant russe a ensuite rappelé que dans le contexte du « vide » sécuritaire qui s'est installé à la suite du retrait « honteux », entre autres, de l'opération française Barkhane, le Gouvernement malien développe une coopération avec des partenaires internationaux capables de contribuer à la sécurisation et à la protection de sa population. Grâce notamment au soutien de la Russie, les forces armées maliennes ont obtenu des résultats tangibles « sur le terrain », dont 59 opérations réussies menées, entre février et mars de cette année, contre des terroristes dans le centre du pays. D'ailleurs, s'est-il enorgueilli, le dernier rapport en date du Secrétaire général note que les efforts de l'armée malienne ont permis de réduire le nombre de victimes civiles. Aussi a-t-il dénoncé la réaction négative d'un certain nombre de pays au renforcement de la coopération russo-malienne, manifestation selon lui d'approches néocoloniales et de « deux poids, deux mesures ». Il est nécessaire d'apporter une aide efficace aux autorités maliennes, plutôt que de leur « mettre des bâtons dans les roues », ce que, malheureusement, Paris continue de faire avec ses alliés, y compris en usant de son influence au sein des structures multilatérales, a déploré le représentant en conclusion.

### Ce que pensent les maliens de la MINUSMA

Pour ce qu'on sait déjà, des voix se

sont élevées, à plusieurs reprises, pour réclamer le départ pur et simple de ces troupes onusiennes du Mali, le tout dans un concert assourdissant de manifestations violentes qui se sont parfois soldées par des pertes en vies humaines. Pour les croquants, il s'agissait de remettre en cause, la poursuite d'une opération onusienne de maintien de paix qui n'a jamais permis ni de stabiliser la zone où sont déployées les « Casques bleus », ni de protéger les civils. Autant dire que la proposition de Antonio Guterres, de reconfigurer la Mission au Mali, plutôt que de l'amener à faire son paquetage, pourrait être de nature à mettre davantage en courroux les forces hostiles à cette présence.

Autrement, il se dégagera la fâcheuse impression qu'en dépit des initiatives du patron de l'ONU, la MINUSMA n'a pas avancé dans sa quête de résorption de ses nombreux écueils sur le terrain. Des épreuves quelque part imputables à son impossibilité à répondre aux aspirations d'un peuple qui, jusque-là, juge sa présence au Mali, inutile en raison d'un mandat qui est loin de répondre à ses attentes.

Décriant les « conclusions hâtives » du rapport du Haut-commissariat aux droits de l'homme sur l'incident de Moura, le Ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye Diop a décrié pour sa part la volonté de certains États d'instrumentaliser l'ONU pour « nuire et punir le Mali pour ses choix souverains ».

Le ministre Diop, a déclaré que le Gouvernement de transition a pris des mesures fortes et irréversibles pour le retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé, dans les délais convenus, précisant que le scrutin référendaire, prévu ce 18 juin 2023, vise à doter le Mali d'une nouvelle Constitution. Le bon déroulement du processus de vulgarisation du projet de Constitution et la campagne électorale y relative augurent un scrutin référendaire apaisé et crédible, a-t-il assuré.



## La MINUSMA, une coquille vide

Selon les estimations du Ministre Diop, les prescriptions internationales prodiguées par la MINUSMA depuis sa création en 2013, ont montré leur limite. Sinon comment expliquer le fait que la situation sécuritaire du Mali en 2013 soit bien meilleure à celle d'aujourd'hui? Le réalisme impose le constat de l'échec de la MINUSMA dont le mandat ne répond pas au défi sécuritaire, a-t-il tranché. Il a indiqué que le Gouvernement de transition a donné une place de choix au renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité maliennes qui, a-t-il affirmé, continuent de remporter contre les groupes armés terroristes des victoires décisives.

Concernant le rapport du Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) sur les événements de Moura, M. Diop a expliqué que c'est sur la base de renseignements fiables faisant état de la présence dans cette localité de principaux chefs terroristes pour planifier des attaques d'envergure, que les Forces de défense et de sécurité maliennes

ont pris la décision de mener une opération à la hauteur de cette menace au cours de laquelle 203 combattants terroristes ont été neutralisés. Il a rejeté vigoureusement « les conclusions hâtives du rapport biaisé » du HCDH, y voyant l'expression d'une volonté réelle de certains États d'instrumentaliser l'ONU pour nuire et punir le Mali pour ses choix souverains. De plus, ce rapport comporte des images obtenues par l'usage satellite à l'insu des autorités nationales ce qui constitue de l'espionnage, a accusé le Ministre qui a signalé que la teneur de ce rapport a également été démenti par de nombreux habitants de Moura.

Après avoir réaffirmé l'engagement du Gouvernement à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, le Ministre a constaté qu'après plusieurs années de déploiement des forces de la MINUSMA sur le terrain, la situation sécuritaire, qui concernait jadis le nord du pays, s'est progressivement dégradée dans les autres régions du Mali, notamment le centre. Pour le Gouvernement du Mali, le constat est clair: la MINUSMA n'a pas atteint son objectif fondamen-

tal, a-t-il affirmé. En outre, ni les propositions du Secrétaire général et encore moins le projet de résolution en cours de négociation n'apportent des réponses appropriées aux attentes des Maliens. Ce projet de résolution conforte d'ailleurs la récusation de la France en tant que porte-plume, tant son contenu est hostile à l'égard du Mali, a-t-il ajouté.

Pour le Ministre, la Mission semble devenir une partie du problème en alimentant les tensions communautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix, à la réconciliation et à la cohésion nationale du Mali. Cette situation engendre un sentiment de méfiance des populations à l'égard de la MINUSMA et une crise de confiance entre les autorités maliennes et la Mission. De ce qui précède, a terminé M. Diop, le Gouvernement du Mali demande le retrait sans délai de la MINUSMA.

Jean Pierre James

■ Source : Nouveau Réveil

## Examen du baccalauréat : Le pouls de la situation pris par Mme Sidibé Dédéou Ousmane

La ministre de l'Éducation Nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, soucieuse de la bonne tenue des épreuves écrites du baccalauréat général et technique, s'est rendue au lycée Lanterne le 20 juin 2023. Elle y a ouvert les enveloppes contenant les épreuves de géographie et de physique. Cette importante activité s'est déroulée sous l'œil vigilant de la Directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite, Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré, qui est au four et

au moulin pour appliquer à la lettre les instructions des plus hautes autorités. Les membres du cabinet élargi, le Directeur adjoint Youssouf Konaté et le chef de division planification examens et concours, Daba Traoré, étaient également présents.

La cheffe du département de l'Éducation Nationale, dans le dessein de verrouiller tous les systèmes de fraude, de fuite de sujets et de faux sujets, a invité les surveillants à redoubler de vigilance tout en respec-

tant scrupuleusement la police et le règlement intérieur des examens et concours de l'éducation. Elle a mis le curseur sur les innovations apportées à ce document qui régit les examens dans notre pays. L'occasion était opportune pour elle de saluer l'engagement et la détermination des enseignants qui ont créé un environnement propice pour l'organisation des différents examens de fin d'année. Elle a martelé que l'année scolaire s'est passée dans les meilleures conditions sans aucune per-



turbation. Selon elle, il est temps que les élèves soient suffisamment formés pour se frotter à ceux de la sous-région.

Avant d'ouvrir les premières enveloppes de la journée, la ministre de l'Éducation Nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, a prodigué des sages conseils aux candidats. Elle les a invités à ne pas emprunter la voie du raccourci. Selon elle, les élèves sont l'avenir de notre pays. Certains candidats qui se croient très malins vont tenter de contourner les dispositions prises, mais le département a mis en place un système très efficace pour les détecter. Elle a également salué l'immense travail que la Directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite,

Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré, est en train d'abattre pour inoculer du sang neuf à sa structure.

Très satisfaite des propos tenus par la ministre de l'Éducation Nationale, la Directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite a salué le dispositif mis en place pour contenir les fuites. Selon elle, dans le monde de la globalisation, il n'y a plus de place pour les passables. Il faut forcément être excellent pour se faire une place au soleil.

Pour rappel, cette année, au baccalauréat général et technique, les candidats sont au nombre de 212 862.

**Nombre de candidats et**

### **centres d'examen pour le Baccalauréat 2021 en Côte d'Ivoire**

En Côte d'Ivoire, le Baccalauréat 2021 a été organisé dans 480 centres d'examen, pour un total de 7646 salles. Au total, un grand nombre de candidats ont été répartis dans ces centres à travers le pays. Il est important de souligner que les mesures prises par le département de l'éducation nationale ont permis de prévenir les cas de fraude. Les quelques incidents qui ont tenté de perturber le déroulement des examens ont été rapidement résolus et les responsables ont été traduits en justice pour enquête.

■ Ibrahim Sanogo





## Projet de « Renforcement de la Résilience des Femmes, des Jeunes et de la cohésion sociale : Pour la bagatelle de 196 787 100 FCFA

**P**rojet de Renforcement de la Résilience des Femmes, des Jeunes et de la Cohésion Sociale dans la zone pastorale du cercle de Macina, Région de Ségou, pour un budget de 196 787 100 FCFA.

L'atelier Bilan du Projet a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural, Daniel Siméon Kéléma, en présence de Zulema Valido Rodriguez, Représentante de Jaime Puyoles Garcia, Chef de la Coopération de l'Agence Espagnole, du représentant de la FAO au Mali, Mamadou Mansour N'Diaye, du Directeur de Cabinet du Gouverneur

de la région de Ségou, des bénéficiaires du projet et du représentant des maires des communes bénéficiaires. L'objectif était d'identifier les acquis obtenus et les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du Projet de Renforcement de la Résilience des Femmes, des Jeunes et de la Cohésion Sociale dans la zone pastorale du cercle de Macina.

Le représentant de la FAO, Mamadou Mansour N'Diaye, a expliqué que la région de Ségou est une zone d'élevage par excellence avec comme particularité la transhumance comme mode de vie. C'est

aussi une région qui est un couloir traditionnel, dédiée à cette activité de mobilité pastorale, qui facilite les activités des pasteurs et des agro-pasteurs. Cette activité connaît des contraintes nouvelles qui ont émergé, soit à la faveur des variabilités climatiques, soit en raison des questions de sécurité, soit dans la gouvernance des ressources naturelles par les acteurs. Ces ressources devenant de plus en plus rares, c'est une situation qui souvent contraint les éleveurs à adopter soit la transhumance anticipée, qui intervient au moment où les ré-



coltes ne sont pas encore terminées ; ce qui occasionne régulièrement des conflits. Ces tensions sont aussi dues à l'occupation des espaces pastoraux par certains agriculteurs, soit par méconnaissance ou par incivisme. Ce dernier facteur exacerbe les difficultés de coexistence entre les acteurs du milieu rural.

La représentante du chef de la Coopération Espagnole, Zulena Valido Rodriguez, a indiqué que l'Espagne a, avec des chercheurs maliens, participé à une table ronde qui avait pour objectif de réfléchir sur les défis du foncier, liés aux changements climatiques, aux conflits, et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Selon elle, l'AECID a constaté les bons résultats obtenus par le projet, qui sont les suivants : infrastructures pastorales (forages, délimitation de pistes pastorales et régénération de terres avec des semences four-

ragères). Mise en place de comités communaux, campagnes d'information et diffusions radiophoniques pour favoriser le dialogue entre agriculteurs et éleveurs ; amélioration des capacités de production et financières des femmes.

Ce projet a permis à la Coopération Espagnole de contribuer au bien-être de plus de 700 ménages et à l'amélioration des conditions de transhumance.

La Coopération Espagnole se réjouit du fait que cette intervention ait permis de renforcer la cohésion sociale et l'équité au sein des communautés pastorales et agro-pastorales du cercle de Macina, ainsi que de favoriser l'autonomisation économique des femmes, qui reste l'une de ses priorités au Mali.

Le secrétaire général du ministère

du Développement Rural, Daniel Siméon Kéléma, a souligné que le gouvernement a fait confiance à la FAO pour accompagner la mise en œuvre du projet, grâce à l'appui financier de la Coopération Espagnole d'un montant de 196 787 100 FCFA pour une durée d'exécution de 18 mois, dans les 4 communes du cercle de Macina : Saloba, Sana, Souleye et Matomo.

Il a précisé que le projet a mis un accent particulier sur l'autonomisation socio-économique des femmes, en leur offrant des activités de crédit et d'épargne autogérées ainsi que des activités génératrices de revenus, telles que l'emboûche ovine pour 127 femmes ressortissantes des 05 groupes les plus méritants parmi les 20 groupes bénéficiaires.

■ Ibrahim Sanogo



## Situation humanitaire au Mali : Plus de 8 millions de personnes en attente d'aide

**L**e besoin humanitaire a considérablement augmenté au Mali ces derniers mois en raison de l'insécurité qui a entraîné le déplacement de plusieurs personnes et de nombreuses familles attendent un soutien. La demande semble plus accrue.

Selon le rapport du Chef de la Minusma présenté le 16 juin dernier au Conseil de Sécurité de l'ONU, plus de 375 000 personnes ont été dépla-

cées et 8 millions d'autres sont en attente d'assistance humanitaire en 2023. Ces personnes vulnérables se trouvent principalement dans les régions du centre et du nord du pays.

Le Chef de la Minusma affirme que la persistance de l'insécurité affecte négativement la situation humanitaire au Mali. À la date de mai 2023, le nombre de déplacés internes s'élevait à 375 539 personnes, dont

55 % se trouvent dans les régions du Centre et 40 % dans celles de Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou.

Le Chef de la Minusma rappelle que 8,8 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire dans l'ensemble du pays en 2023. Cependant, il est préoccupant de noter que le plan de réponse humanitaire n'était financé qu'à hauteur de 11 % des 751 millions de dollars requis, soit plus de 451 milliards de FCFA.



Le 14 juin dernier, le Président de la Transition, le Col Assimi Goïta, a lancé à Ségou le plan national de réponse à l'insécurité alimentaire. Au moins 41,9 milliards de FCFA ont été mobilisés à cet effet. Selon le commissaire à la sécurité alimentaire, 1 246 406 personnes seront en crise alimentaire et 4 035 890 personnes identifiées en insécurité alimentaire modérée pendant la période de soudure allant de juin à septembre 2023.

Cependant, l'aide apportée par les organisations humanitaires est de plus en plus insuffisante face à l'afflux massif des déplacés, dont la majorité sont des femmes et des enfants. La ville d'Ansongo accueille chaque jour des dizaines de personnes déplacées qui viennent s'ajouter aux milliers qui y vivent déjà, selon Salou Moussa, Président des personnes déplacées internes (PDI) de la commune

de Bourra.

La journée mondiale des réfugiés célébrée le mardi 20 juin 2023 au Mali intervient au moment où des dizaines de milliers de Maliens sont réfugiés au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie. Ces dernières années, de nombreux réfugiés de Goundam et Tombouctou sont retournés dans leurs localités respectives, facilité par l'État malien et ses partenaires. Les réfugiés de Tombouctou accueillis par la population et les partenaires HCR

Les réfugiés présents à Tombouctou ont été accueillis par la population locale, car ils sont considérés comme des membres de leur famille qui rentrent chez eux. Aboubacrine Cissé, maire de la commune urbaine de Tombouctou, a déclaré que les

partenaires HCR et de développement social ont également apporté leur soutien. Il a demandé à ces partenaires de continuer à aider à la réinsertion de ces personnes.

Cependant, certains réfugiés des régions de Gao et Menaka, qui étaient retournés dans leur localité, ont de nouveau fui en raison de l'insécurité croissante. Ils ont quitté les villages d'Anderamboukane, Ouatagouna, Fafa et Labbezanga pour se réfugier au Niger. Abdoulaye Amadou Kéné, membre de la coordination des réfugiés maliens au Niger, a affirmé que beaucoup de familles sont revenues pour être en sécurité à Tombouctou. Kéné a également ajouté que ces réfugiés sont pris en charge par le HCR.

■ Binadjan Dombia



**FINALE COUPE**  
DE L'ASSOCIATION UNION LAC MAGUI

**11ème édition**  
LE 11 JUIN 2023 à Sabouciré

**Dr BANE Malick**  
PARRAIN DE L'ÉVÉNEMENT

**Diataya Marseille** vs **Banaya**

**SPONSORS**  
Pharmacie Cherifla, FUSI WALI, CENTRE D'ANALYSE CHERIFLA, CHERIFLA SUGU





**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL  
GRATUIT**

**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Polémique autour du vote de la nouvelle constitution : Les maliens encore plus divisés qu'unis



Les Maliens ont vécu leur premier scrutin organisé par les militaires depuis le coup d'État d'août 2020. En effet, le référendum constitutionnel s'est tenu le dimanche 18 juin 2023. Mais force est de constater que les fils et filles du pays qui, en pareilles circonstances, doivent être plus unis que jamais, sont plutôt divisés sur les résultats qui tombent.

Plusieurs voix discordantes se font déjà entendre, appelant à l'annulation pure et simple de ce scrutin. D'abord, ce sont les indépendantistes et autres milices du Nord

du pays qui rejettent ce scrutin au motif que le texte ne prend pas en compte l'accord de paix d'Alger, signé avec le pouvoir d'Ibrahim Bou-bacar Kéita (IBK) en 2015. Ensuite, à Bamako, des leaders religieux réunis au sein de la ligue malienne des imams et érudits du Mali, s'y opposent ouvertement. Car, selon eux, ce texte réaffirme l'attachement du Mali à la forme républicaine et à la laïcité de l'État. Autre motif, celui-ci ne serait pas adapté aux valeurs religieuses et sociétales du Mali. La classe politique n'est pas en reste.

En effet, certains politiques contestent la légitimité du pouvoir de Bamako, affirmant que ce pouvoir est disqualifié pour mener une réforme de la loi fondamentale. D'ailleurs, sur ce sujet, un acteur politique malien, se prononçant sur la tenue de ce référendum, dit en substance que les scores qui sortiront des urnes, seront dignes de la Corée du Nord, c'est-à-dire qu'ils seront soviétiques. A toute cette vague de mécontents, s'ajoute la voix d'une partie de la société civile malienne qui réfute ce référendum.

Tout le mal que l'on souhaite aux



Maliens, c'est de s'entendre sur l'essentiel

C'est dire qu'avec ce score pharaonique du OUI dans les urnes, plus la polémique ne fait qu'enfler et au vu de tout cela, on peut se demander si les Maliens ne courent pas le risque de sortir du référendum encore plus divisés qu'unis.

Certes, il est vrai que les militaires ont donné le ton, le 11 juin dernier, en votant par anticipation partout dans les casernes à l'exception de Kidal où le vote n'a pas eu lieu pour les raisons que l'on sait. Un vote mi-

litaire dont on ne se fait guère d'illusion pour ce qui sera du résultat. On devine que le pouvoir malien qui n'avait pas les moyens financiers pour l'organisation de ce scrutin et a appelé, pour cela, à l'aide de nouveaux partenaires financiers, est resté droit dans ses bottes quant au respect de la date de ce scrutin. Au risque d'enregistrer, en certains lieux, un faible taux de participation.

En tout cas, du côté de l'opposition politique et d'une partie de la société civile qui conteste ce référendum, des stratégies de lutte sont

mises déjà en place, pour saboter les résultats de ce scrutin. Celles-ci invitent déjà leurs militants et sympathisants à la contestation. De quoi s'interroger sur la légitimité de ce vote référendaire.

En tous les cas, tout le mal que l'on souhaite aux Maliens, c'est de s'entendre sur l'essentiel, à savoir la survie de la Nation qui, depuis plus d'une décennie, est confrontée à une équation difficile : le combat contre l'hydre terroriste.

**Arouna Traoré**

SOURCE: NOUVEAU REVEIL

## Référendum constitutionnel : Le front uni contre le référendum dénonce l'usage des moyens de l'état

**Le front uni contre le référendum dénonce dans un communiqué dont nous avons reçu une copie l'usage des moyens de l'état dans la campagne par les autorités de la transition. Il exige que ce référendum soit purement et simplement mis à la poubelle de l'histoire. Ci-dessous la déclaration du front uni contre le référendum**

**L** Le Front Uni contre le référendum, composé de partis politiques, de regroupements politiques, d'organisations de la société civile et de personnalités indépendantes, engagés dans la défense des droits du peuple malien, réaffirme son profond désaccord et sa ferme opposition au référendum qui s'est tenu le dimanche 18 juin 2023. Cette consultation, présentée comme légale et légitime, en réalité inconstitutionnelle et arbitraire, a été imposée au peuple malien en violation flagrante des dispositions pertinentes (articles 26, 40, 41, 71, 75, 85, 118 et 121) de la constitution du 25 février 1992, en vigueur, qui garantit pourtant les conditions, mécanismes et procédures pour un processus référendaire juste et transparent.

Ainsi, nous dénonçons vigoureusement les nombreuses irrégularités qui ont entaché ce référendum:

- 1- Le rejet par la Cour Constitutionnelle des requêtes argumentées et bien fondées relatives à l'annulation du décret de convocation du collège électoral pour le référendum, contraire à la Constitution qu'il vise. Ainsi on assista à une superposition du pouvoir constituant originaire (imaginaire) au pouvoir constituant dérivé. Ce qui est inadmissible alors que la cour pouvait mettre fin, de bon droit, à l'hémorragie frauduleuse et de non droit que constitue ce processus référendaire.
- 2- La campagne fut menée tambour battant, par le gouvernement de transition et ses partisans, avant sa date d'ouverture.
- 3- L'usage des pratiques publicitaires à caractère politique et commercial (offre de tissus et tee-shirts) ainsi que leur port et usage, des dons et libéralités en argent ou en nature en vue d'influencer le vote d'un ou plusieurs électeurs par le gouvernement et ses partisans (camp du oui).
- 4- L'usage des moyens de l'Etat dans la campagne par les autorités de la Transition, y compris le matériel de l'Armée.
- 5- Les présidents et les assesseurs n'ont pas été régulièrement nommés (15 jours au moins avant la date du scrutin, par décision du Coordinateur de l'AIGE dans la Commune, dans l'Ambassade ou le consulat).
- 6- L'absence de listes électorales pour les Forces de Défense et de Sécurité, conformément à « l'ordonnance dérogatoire », sans préjudice de leur présence sur les listes des Communes, avec la possibilité de voter deux fois (le 11 juin et le 18 juin 2023).



rompant ainsi avec l'égalité et l'universalité du vote consacrées par la loi électorale.

- 7- La région de Kidal n'a pas pu participer au vote, aussi bien lors du vote anticipé des Forces de Défense et de Sécurité (le 11 juin 2023) que lors du scrutin du 18 juin 2023. Les communiqués contradictoires du gouvernement et de l'AIGE d'une part, et d'autre part, des mouvements armés, maîtres de la Région, et des observateurs accrédités par l'AIGE, ne fait qu'ajouter davantage de discrédit à ce processus.
- 8- Pour raison d'insécurité, le vote n'a pu être possible dans : plusieurs communes du Cercle de Koro (Diankabou, Bamba, Kassa, Dinangourou), la majorité des bureaux de vote de Youwarou, de Ségué et de Ouenkoro, des bureaux de vote de Diadowèrè, Pogo I et 2, Kalangola, Mbèwani Koro, Kanto, Korontobougou, Ndola et Tièmaba du Cercle de Niono. Le vote a été interrompu

à Kokri Bozo, Cercle de Macina, après des coups de feu entendus aux alentours du village, dans la Commune de Gomitogo, Cercle de Djenné. Des bureaux ont été délocalisés, notamment dans plusieurs localités de Koro et de Bankass.

- 9- L'insécurité grandissante a privé de nombreux Maliens d'exercer leur droit de vote, droit fondamental d'expression, dans plusieurs contrées du pays (nord, centre, ouest...). Pire, des crimes ont même été perpétrés, tels que des enlèvements et séquestrations d'agents électoraux (présidents et assesseurs) par des hommes armés non identifiés : Commune de Kala Siguida dans le Cercle de Niono, village de Taga dans la Commune de Femaye, Cercle de Djenné, Tondidarou Saré, Cercle de Niafunké.

Des urnes enlevées (emportées) ou brûlées ainsi que d'autres matériels électoraux à: Koronga et trois

villages de la Commune de fallou, Cercle de Nara, Chikata, Commune de Dianguirdé, Cercle de Diéma, Communes de Tougouni et Sirakorobougou, Cercle de Koulikoro.

- 10- Des rapports et vidéos attestent de la campagne dans les bureaux de vote, comme en Commune II du District de Bamako et à New York (USA), par exemple.
- 11- L'usage des téléphones portables dans les bureaux de vote.
- 12- Le dépouillement des bulletins des Forces de Défense et de Sécurité non conforme aux dispositions de la loi électorale (Section 2) auxquelles l'ordonnance dérogaire renvoie.
- 13- Le vote et la centralisation des résultats sans les représentants du camp du NON.
- 14- Le constat de scores de presque 100% dans des zones éloignées et hors de contrôle de l'Etat et des zones de réfugiés, caracté-



ristiques de la fraude massive systématique et du simulacre d'élection.

15- L'incapacité notoire de l'AIGE à organiser un scrutin et à être impartiale, pour demeurer l'appendice du gouvernement.

Au regard de ces illégalités criardes et manoeuvres frauduleuses savamment orchestrées, non exhaustives:

- Le Front Uni contre le référendum se démarque de ce fiasco, qui demeure le pire scrutin de l'histoire du Mali jamais organisé ;
- Le Front Uni appelle la communauté internationale, les organisations de défense des droits de l'homme et toutes les personnes éprises de justice et de liberté à condamner fermement ce référendum illégal et illégitime, de la pire espèce :

Il appelle à la démission des membres de l'AIGE en raison de leur incompétence et de leur partialité.

Le peuple malien éprouvé, mérite un processus électoral juste et transparent, où chaque voix compte et où les droits de tous sont protégés.

4. Le Front Uni restera vigilant dans sa lutte pour la justice, la démocratie. et la dignité du peuple malien.

Face à ces opérations référendaires illégales et illicites, le Front Uni avait appelé le peuple à choisir entre s'abstenir ou voter "Non".

Nous sommes fiers de constater que notre message a été entendu et que le taux de participation a été de 27%, selon les estimations d'une mission d'observateurs. Nous saluons chaleureusement le peuple conscient du Mali qui a suivi

le mot d'ordre du Front Uni Contre le Référendum.

Ce taux de participation consacre la victoire écrasante du « Boycott et du NON » avec 73 % et démontre la prise de conscience du peuple malien face aux irrégularités et violations de la constitution qui ont entaché ce référendum. Il témoigne de la volonté du peuple de défendre ses droits démocratiques et de résister à toute tentative de manipulation du processus électoral.

Nous félicitons tous ceux qui ont choisi de s'abstenir ou de voter "Non" en signe de protestation contre cette consultation illégitime. Leur engagement et leur refus de cautionner un processus entaché

d'irrégularités sont une manifestation claire de leur attachement aux principes démocratiques et de leur détermination à défendre les intérêts de tout le peuple malien.

Le Front Uni reste déterminé à poursuivre sa lutte en faveur de la justice, de la démocratie et du respect des droits fondamentaux au Mali.

Nous continuerons à travailler en collaboration avec d'autres mouvements et organisations pour faire entendre la voix du peuple, pour exiger que ce référendum soit purement et simplement mis à la poubelle de l'histoire.

5. Nous remercions tous ceux qui ont soutenu le Front Uni dans cette lutte et qui continuent de croire en un Mali juste, démocratique et prospère.

Ensemble, nous surmonterons les obstacles et œuvrerons pour un avenir meilleur pour notre nation.

Le Front Uni reste engagé, plus que jamais, à travailler sans relâche, pour atteindre cet objectif, et nous sommes convaincus, qu'avec le soutien du peuple, nous parviendrons à réaliser un réel changement au Mali.

**Fait à Bamako, le 20 juin 2023**

Le Front Uni contre le Référendum

## Demande de retrait de la MINUSMA : Le Parti "Demain C'est Aujourd'hui" (DCA) salue la décision des autorités

**D**ans son communiqué publié le mardi 20 juin 2023, le Président du Parti Demain C'est Aujourd'hui (DCA), Honorable Souleymane DEMBELE, a salué la décision très courageuse et souveraine

des autorités maliennes qui ont pris l'option stratégique de demander « le retrait sans délai » de la MINUSMA du territoire malien. Le Parti DCA appelle tous les dignes fils du pays à rester debout afin d'atténuer l'im-

pact de cette décision courageuse et responsable du gouvernement de la transition.

Le ministre des Affaires Etrangères et de la coopération internationale,



Abdoulaye Diop, a récemment formulé au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (Onu) la demande de retrait pur et simple de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma) de son territoire en raison de son inefficacité. Une décision que soutient le Parti DCA. « Le Parti Demain C'est Aujourd'hui (DCA) salue la décision très courageuse et souveraine des autorités maliennes qui ont pris l'option stratégique de demander « le retrait sans délai » de la MINUSMA du territoire malien », précise le communiqué.

En effet, le parti DCA rappelle que depuis 10 ans, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), déployée sur le territoire malien, avec pour mandat « d'appuyer les autorités maliennes à stabiliser la situation sécuritaire, à écarter les menaces et prendre activement des dispositions afin d'empêcher le retour d'éléments armés dans les zones concernées », a été un échec.

Dans le même document, le Parti DCA estime qu'il est « impossible de maintenir la paix dans une situa-

tion où il n'y a pas de paix à maintenir ». « Pire, dans un contexte de montée en puissance des braves Forces armées maliennes (FAMA), la MINUSMA devient « une partie du problème à travers l'instrumentalisation et la politisation de la question des droits de l'homme », ajoute-t-il.

Le Parti DCA réitère son soutien indéfectible et inconditionnel aux autorités de la transition engagées dans un élan de réaffirmation de la souveraineté nationale et invite l'ensemble du peuple malien à travailler en faveur du respect des trois principes définis par le président de la transition chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goita, qui, souligne-t-il, « guident désormais l'action publique au Mali, à savoir : Le respect de la souveraineté malienne ; Le respect des choix stratégiques et des partenaires choisis par le Mali ; La prise en compte des intérêts du peuple malien dans toutes les décisions ». Félicitations pour le référendum constitutionnel réussi au Mali

L'Honorable Souleymane DEMBELE a félicité les autorités de la transition pour l'organisation réussie du scrutin référendaire du 18 juin 2023. Ce référendum sera désormais inscrit dans les annales du Mali. Après plusieurs tentatives infructueuses, le référendum constitutionnel a pu se tenir dans le calme et la sérénité à travers le pays, malgré quelques incidents qui ne pourront nullement entacher la crédibilité du vote.

Enfin, le Parti DCA a salué l'abnégation des autorités de la transition à conduire cette opération référendaire en respectant les opinions de chacun.

Malgré le déploiement de plus de 12 000 soldats à ce jour et un budget annuel de 1,26 milliard de dollars, la mission onusienne présente au Mali depuis 2013 s'est vue reprocher son impuissance par les populations et leurs dirigeants.

**Maffenin Diarra**



## Stage au Mali : Une expérience professionnelle ou une perte de temps ?



Le stage est une méthode d'apprentissage qui permet aux étudiants de découvrir le monde professionnel en mettant en pratique les connaissances théoriques acquises à l'université. Cependant, au Mali, cet objectif fondamental semble être ignoré. En effet, les stagiaires se plaignent souvent que les entreprises ne leur offrent pas l'opportunité de mettre en pratique leurs connaissances théoriques, mais plutôt de participer à des activités non professionnelles.

Faire des stages dans différents services publics ou privés est important pour enrichir son curriculum vitae et améliorer ses chances sur le marché de l'emploi. Cependant, au Mali, la période de stage est souvent utilisée à d'autres fins que la formation des débutants aux ficelles du métier. Selon Fatoumata Kéïta, jeune diplômée, les stages au Mali sont presque inintéressants. Les temps de formation sont souvent consacrés à des commissions interminables des chefs hiérarchiques. Les stagiaires ne sont pas enseignés et ne sont sollicités que pour des tâches non professionnelles

telles que l'achat de nourriture ou la préparation de thé. Ils peuvent passer une journée entière au bureau sans que personne ne leur adresse la parole.

De plus, les travailleurs bénévoles et les stagiaires, qui sont souvent majoritaires dans les entreprises, ont peur de perdre leur place s'ils enseignent aux stagiaires. Ils se disent occupés pour éviter d'être approchés. Selon un autre stagiaire, chaque directeur d'entreprise devrait confier chaque stagiaire à un encadreur personnel pour faciliter leur apprentissage. Les anciens de l'entreprise doivent également aider les nouveaux stagiaires à s'adapter à leur nouvel environnement professionnel.

En somme, les stages au Mali ne remplissent pas leur objectif fondamental d'initier les débutants aux ficelles du métier. Les stagiaires perdent leur temps et leur argent. Il est donc nécessaire de revoir les pratiques de stage dans les entreprises maliennes pour offrir une expérience professionnelle enrichissante aux stagiaires. Abondant dans le même sens que nos précédents interlocuteurs, Mankato

Diarra, étudiant en Master, soutient que les stages n'ont pas leur place au Mali car le but recherché, à savoir l'acquisition d'expériences nouvelles, n'est pas toujours atteint. Les stagiaires sont souvent exploités et considérés comme de simples coursiers. De plus, rares sont ceux qui respectent les stagiaires. « Or, on n'a rien demandé d'extraordinaire ! », lance-t-il.

Si nos précédents intervenants affirment être la proie des entreprises maliennes, on ne peut nier le fait que certains stagiaires partent dans les entreprises juste pour ne pas rester à la maison. C'est ce que Fouseyni Doumbia, un cadre professionnel, fait comprendre. Selon lui, le phénomène d'exploitation des stagiaires n'existe pas dans toutes les entreprises. Mais, précise-t-il, certaines personnes aiment juste augmenter le nombre de personnel inutilement. C'est dans cette optique qu'il affirme que plusieurs stagiaires maliens ne manifestent pas un grand intérêt pour les formations au sein des entreprises.

**Siguéta Salimata DEMBELE**

# Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

## REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

## CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 6 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatis. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

## COURS ET ATELIERS:

### 24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

### ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

**Cours de langue:** maximum 15 élèves par classe

**Activités:** grand choix parmi la liste ci-dessous

## LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

**2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.**

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

## ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

**VOYAGE:** Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires. Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates  
Séjours 2023  
Du 1<sup>er</sup> au 14 Août  
ou  
Du 14 au 27 Août

### Tarifs:

**2 000 000 FCFA**

Frais d'Inscription :

**300 000 FCFA**

**Séjour  
Exceptionnel  
à Dakar pour  
les formalités  
de visas en  
Juillet 2023**

MADE IN  
BRITAIN





# City Sightseeing Dubai

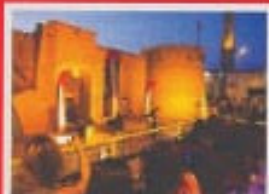
Hop On - Hop Off

City Sightseeing Dubai's hop-on hop-off bus tours combine sightseeing with transportation, allowing you to plan your itinerary. These tours will allow you to experience a scenic glimpse of Dubai's diversity. Visit historical areas taking you back in time, view incredible skyscraper landscapes, experience a magical paradise along the coast and admire the beautiful Dubai Marina. Audio commentary is available in 12 languages. Routes include over 45 stops showing the most popular attractions around Dubai.



## WE SHOW YOU DUBAI! DISCOVER DUBAI FROM THE BEST VIEWPOINT

- 24
**24 HR TICKET INCLUDES:** Night Tour, Arabian Dhow Boat Cruise, RTA Waterbus (Abra) Ride, Dubai Museum Entry, Sheikh Saheed Al Maktoum House Entry, VIP Global Village Ticket (November-April), Al Ghurair Centre Shopping Discount Card & 5 other Museums.
- 48
**48 HR TICKET ADDITIONALLY INCLUDES:** Dubai Aquarium and Under Water Zoo Entry & Sharjah Tour (Shuttle bus to Sharjah available)



FREE Night Tour



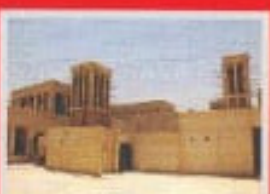
FREE Dhow Cruise



FREE Dubai Museum



FREE Water Taxi



FREE Sheikh's House

24/48  
hr



On-board



Book your City Sightseeing ticket with Emirates Holidays and enjoy a complete tour around the city.



## SÉNÉGAL:

# L'Ordre des avocats dénonce des entraves au libre exercice



**A**u cours des récentes manifestations qui ont eu lieu au Sénégal, des citoyens ont été arrêtés par les forces de l'ordre. Malheureusement, ces dernières ont empêché des avocats de rencontrer leurs clients détenus. Le Conseil de l'Ordre du Sénégal déplore cette situation et a exigé, dans un communiqué dont le quotidien numérique «Malikilé» a obtenu une copie, «la levée immédiate de tout obstacle de nature à entraver le libre exercice du ministère de l'avocat et/ou le libre accès de tout citoyen, qui en éprouve le besoin, à un avocat».

Plusieurs avocats se sont portés volontaires pour assister les personnes arrêtées lors des manifestations qui ont éclaté au Sénégal début juin, après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko pour

«corruption de la jeunesse». «Depuis ce matin, on a placé tout le monde sous mandat de dépôt», a déclaré l'un d'entre eux, Me Ndeye Coumba Kane. Malheureusement, ils n'ont pas pu rencontrer leurs clients. L'Ordre des Avocats du Sénégal dénonce cette situation.

«L'Ordre des Avocats a noté ces derniers temps que certains de ses membres qui voulaient rencontrer leur client, en ont été empêchés par les forces de défense et de sécurité, d'aucuns ayant même essuyé des tirs de grenades lacrymogènes, alors que leur qualité était connue et qu'aucune circonstance ne justifiait de telles réactions», a indiqué le Conseil de l'Ordre des Avocats et l'Ordre des Avocats du Sénégal dans un communiqué conjoint. Cette organisation sou-

ligne que «ces actes sont totalement contraires à la protection de l'indépendance, de la dignité et de l'intégrité de l'avocat. Ils sont surtout en contradiction avec le service public de la justice dont l'État a le devoir de garantir le plein et serein exercice» et interpelle le Conseil de l'Ordre.

Par ailleurs, le Conseil de l'Ordre a tenu à rappeler que les avocats doivent, en leur qualité d'acteurs principaux du service public de la justice et en toute responsabilité, préserver à tout moment l'honneur et la dignité de leur profession et s'ériger en premiers garants du respect de nos règles. Ensuite, il incombe aux pouvoirs publics, donc à l'État, de veiller à ce que les avocats puissent s'acquitter de toutes leurs obligations professionnelles



et exercer librement leur ministère, sans entrave, ni ingérence, sans intimidation, ni violence. Le Conseil de l'Ordre a souligné dans son communiqué que les mesures de restriction des droits et libertés qui peuvent être prises pour des raisons notamment liées à la sécurité doivent, tout à la fois, garder un caractère exceptionnel, et prendre en charge l'effectivité et l'exercice des droits incompressibles et nécessaires à la dignité de l'être humain. Ces droits sont, dans un État de droit, garantis par les pouvoirs publics. Par conséquent, accéder à son client ou rencontrer son avocat sans entraves ni crainte sont, pour l'avocat et pour le citoyen, quelle que soit sa catégorie sociale ou son rang, une exigence ordinaire qui consacre un droit fondamental, a-t-il expliqué. Le Conseil de l'Ordre réaffirme son attachement aux principes évoqués et rappelle que les restrictions des droits et libertés doivent se faire dans le respect des règles. Ainsi, le Conseil de l'Ordre appelle à la levée immédiate de tout obstacle de nature à entraver le libre exercice du ministère de

l'avocat et/ou le libre accès de tout citoyen, qui en éprouve le besoin, à un avocat.

La majorité des personnes interpellées sont poursuivies pour atteinte à la sécurité de l'État ou appel à l'insurrection et placées sous mandat de dépôt. Plusieurs avocats se sont portés volontaires pour assister les personnes arrêtées pendant les manifestations qui ont émaillé le Sénégal début juin après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko. Malheureusement, depuis ce matin, on a placé tout le monde sous mandat de dépôt.

Dans un communiqué du 13 juin, Abdou Karim, le procureur de la République de Dakar affirme que 410 personnes ont été interpellées dans la capitale pour leur participation aux manifestations. En dehors des mineurs et des manifestants dont il juge l'implication moindre, le procureur déclare avoir opté pour la pleine rigueur de la loi dans les poursuites. Pour la majorité, ils sont poursuivis pour atteinte à la sécurité de l'État, appel à l'insur-

rection, propos ou actes de nature à jeter le discrédit sur les institutions de la République. Pour certaines infractions qui touchent particulièrement la sûreté de l'État, le procureur a la latitude de s'opposer à toute libération. Les proches des personnes arrêtées sont de plus en plus inquiets. Des dizaines de parents attendent devant la « Cave » du parquet, une prison de jour où les détenus attendent d'être informés des poursuites engagées contre eux. Le parti de l'opposant Ousmane Sonko, assigné de facto à résidence dans la capitale, déplore également « le silence du procureur » sur les décès survenus lors des émeutes début juin. Selon le gouvernement, seize victimes ont été enregistrées durant ces deux jours de manifestation, tandis qu'Amnesty International, dont le directeur du bureau sénégalais Seydi Gassama, en a recensé vingt-trois. Ce dernier s'inquiète déjà de l'envoi de plusieurs détenus dans des prisons.

**Binadjan Doumbia**



## Économie:

# Les pays africains en colère contre les agences de notation financière

Sur les trente-deux pays africains notés par Moody's, Fitch et Standard & Poor's, trente sont classés dans la catégorie spéculative, selon Le Monde. Cette classification est contestée par certains pays qui y voient un biais négatif malgré l'assurance des agences de notation quant à leur objectivité. Les pays africains estiment que les agences de notation sont trop sévères envers eux, ce qui pousse les taux d'emprunt à la hausse, voire les empêche parfois d'accéder au marché.

Le débat s'est intensifié avec la pandémie de Covid-19, qui a entraîné une dégradation des notes de crédit de plusieurs pays africains. Il est d'autant plus important que certains pays du continent sont menacés par le manque de liquidités et le surendettement. Selon

un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), des notations de crédit plus objectives permettraient aux pays africains d'emprunter plus souvent et à moindre coût, ce qui leur ferait économiser près de 75 milliards de dollars, soit l'équivalent de 80 % de leurs besoins annuels d'investissement.

Sur les trente-deux pays notés par les grandes agences, seuls deux (Maurice et le Botswana) échappent à la catégorie dite « spéculative ». Les Big Three justifient leur prudence par la difficulté des pays africains à lever l'impôt et à générer des recettes, les problèmes fréquents de gouvernance ou encore l'instabilité des perspectives de croissance. Cependant, certains économistes africains estiment que les agences de notation sont ex-

cessivement prudentes en Afrique, tandis qu'elles adoptent une approche plus « wait and see » dans le reste du monde. Le ratio entre la dette publique et les revenus de l'Etat est passé en moyenne de 150 % à 400 % du PIB entre 2013 et 2020 dans les pays subsahariens bénéficiant d'une notation. Ce chiffre a plus que doublé, ce qui n'est pas toujours pris en compte. Le 5 juin, lors de l'Africa CEO Forum à Abidjan (Côte d'Ivoire), Aurélien Mali, vice-président chez Moody's, a déclaré : « Je n'accepte pas que l'on dise que nous ne sommes pas équitables. Nous avons des notations en Afrique qui sont comparables à celles de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'Asie de l'Est.

**Binadjan Doumbia.**





## Nid des Aigles : Une partie de la délégation malienne peine à rentrer chez elle



**D**eux jours après le match retour des Aigles contre l'équipe du Congo dans le cadre de la 5ème journée des phases éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 2023, une partie de la délégation malienne est toujours à Brazzaville. En effet, nous avons appris avec surprise ce mardi 20 juillet 2023 que treize membres de la délégation ne peuvent pas rentrer chez eux faute de billets.

Le groupe restant est constitué de joueurs tels que Falaye Sacko, Nene Dorgeles, Cheikh Doukouré, Doumbia, le sélectionneur Éric Sekou Schell, etc. Cette nouvelle a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux, notamment de la part des amateurs de football qui ont critiqué les compétences du ministère chargé des sports et de la Fédération malienne de football.

Ces institutions ont rapidement publié des communiqués sur leurs

pages pour se justifier. La Fédération malienne de football a déclaré : «Le Comité Exécutif de la Fédération Malienne de Football informe l'opinion nationale et internationale que suite à des perturbations occasionnées dans la desserte de certaines compagnies, consécutives aux opérations du Hadj 2023, une partie de la délégation malienne ayant accompagné les Aigles du Mali à Brazzaville, dans le cadre de la 5ème journée des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023 où le Mali a obtenu sa qualification pour sa 13ème participation à cette joute africaine, n'a toujours pas pu regagner Bamako. La Fédération Malienne de Football regrette cette situation indépendante de sa volonté et est en train de tout mettre en œuvre afin que la délégation rentre à Bamako dans les plus brefs délais.»

Le ministère des sports a également nié les rumeurs : «Les informations qui circulent sur les réseaux sociaux

concernant certains joueurs de l'équipe nationale et des membres de la délégation malienne accompagnant l'équipe sont fausses ! Aucun joueur de l'équipe nationale n'est bloqué au Congo pour faute de billets retour. C'est plutôt à cause de l'annulation à la dernière minute du vol de Air Ivoire Brazzaville/Abidjan. À noter que c'est la haute saison et tous les vols sont pleins. Toutes les dispositions ont été prises pour le retour rapide de la délégation. Pour le moment, le reste de la délégation est à l'hôtel à la charge de Air Ivoire (en hébergement et nourriture) et s'emploie à les embarquer dans son prochain vol. Au niveau du département de la Jeunesse et des Sports, toutes les dispositions avaient été prises pour permettre les voyages aller-retour dans les meilleures conditions de l'ensemble de la délégation.»

Pour le moment, aucun membre de la délégation n'a commenté cette affaire.

**Aichatou Sanogo**



## Bélier (21 mars - 19 avril)

L'ambiance n'est pas des plus sereines sur votre lieu de travail et vous subissez la pression de votre direction. Il y a toujours plus de dossiers à faire, de clients à satisfaire, mais le timing reste le même. Apprenez à dire non plus souvent ou à déléguer vos tâches les plus basiques pour ne pas friser le burn-out. Ce serait tout de même dommage d'en arriver là, surtout que vous êtes un bon élément au sein de l'équipe.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez des envies de changements et seriez prêt à tout plaquer pour commencer une nouvelle carrière. Avant de vous jeter à l'eau, pesez soigneusement le pour et le contre, ne vous laissez pas guider par votre impulsivité. Vous devriez recevoir un signe de l'univers, vous indiquant si oui ou non vous prenez la bonne décision ; alors, soyez patient et attentif ! Ne prenez pas de décision trop précipitée.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Possibles rivalités sur votre lieu de travail. N'entrez pas dans le jeu de la concurrence, il n'en sortirait rien de bon. Si la compétition est parfois bonne parce qu'elle pousse chacun à se dépasser, ce n'est pas le cas cette fois-ci. Certaines personnes de votre entourage professionnel cherchent à tirer la couverture à elles et ne lésineront pas sur les moyens pour y parvenir. Plus loin vous vous tiendrez de ces manœuvres, mieux cela vaudra pour vous.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Même si vous avez déjà un emploi, il ne vous satisfait pas. Et vous aimeriez beaucoup changer. Et cette journée pourrait vous être très favorable pour cela. Vous pourriez trouver de bonnes opportunités pour un travail qui vous plaît vraiment beaucoup. Si vous ne travaillez pas, de belles offres seront disponibles. À vous de choisir celle qui vous convient le mieux. Vous avez toutes les chances pour décrocher le poste idéal.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous vous sentez découragé et aller au travail est un effort. C'est pourtant le moment de ne rien lâcher et de sortir de votre zone de confort. En effet, c'est en vous mettant vous-même au défi, que vous allez trouver cette inspiration que vous cherchez depuis longtemps. N'ayez pas peur de faire entendre vos idées et de les défendre face à vos collaborateurs, vous gagnerez ainsi leur respect... et peut-être, une belle promotion !



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vos projets avancent, certes, mais avec une telle lenteur. Vous imaginez comment accélérer le temps et cela génère de la frustration... Vous connaissez le proverbe : patience et longueur de temps font mieux que force et précipitation. Les obstacles professionnels, qui se dressent encore devant vous, vont finir par céder. Essayez de prendre du plaisir à chaque étape de votre projet. Souvenez-vous que ce n'est pas l'objectif qui compte, mais le chemin !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le syndrome de l'imposteur est votre pire ennemi, et ce, depuis trop longtemps. Vous avez l'impression de ne pas mériter ce que vous possédez aujourd'hui. Pire, vous craignez d'être démasqué comme étant un escroc qui aurait réussi par une série de hasards. Heureusement, à la suite d'un événement particulier dans votre vie, vous allez enfin comprendre que vous êtes digne de la reconnaissance qu'on vous accorde dans votre milieu professionnel.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Bien que votre emploi actuel vous plaise assez, vous commencez à vous poser beaucoup de questions quant à l'évolution de votre carrière. Vous avez des envies de changement et vous réfléchissez sérieusement à vous lancer dans un projet en solo. Votre pragmatisme vous pousse à vous entourer de personnes fiables et à développer un plan d'action réalisable. Bravo, vous mettez ainsi toutes les chances de votre côté pour réussir !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ciel calme et serein dans le secteur du travail. Si la période n'est pas des plus stimulantes, vous appréciez néanmoins de pouvoir souffler. Les journées se déroulent à un rythme moins bousculé, ce qui vous permet de réfléchir à différentes perspectives pour votre avenir. Si vous avez des doutes, n'hésitez pas à solliciter l'avis de votre entourage professionnel, il s'avérera de très bon conseil et vous ouvrira des pistes de réflexion inexplorées.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

En ce moment, vous débordez d'énergie et d'ambition au travail. Continuez à faire valoir vos qualités et vous obtiendrez très certainement cette promotion que vous espérez. Prenez garde cependant à rester diplomate, monter en compétences ne légitime pas un comportement irrespectueux. Faites profiter de vos atouts sans jamais vous montrer condescendant et vos collègues ne vous en apprécieront que davantage.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Pourquoi avez-vous l'impression que votre boss est sur votre dos ? Si vous n'avez pas de boss, ce sont de vos partenaires dont vous doutez... Vous avez la folie des « Et si ». Un accès de paranoïa vous saisit. Détruisez-le, il est mauvais conseiller. C'est parfaitement inutile d'être en alerte. Rien de grave ne se profile à l'horizon. Vos collègues et collaborateurs jouent leur rôle, rien de plus. Si vous continuez, ce sont eux qui vont douter de vous !



## Poisson (19 février - 21 mars)

La journée sera difficile au travail. Quoique vous fassiez, cela n'ira pas. Et malgré tous vos efforts, rien ne changera. Vos collègues ne veulent pas voir ce que vous faites d'un bon œil. Inutile de vous fatiguer outre mesure. Ce n'est pas la journée parfaite pour démontrer de quoi vous êtes capable. Mieux vaut donc attendre un peu que les choses se calment. Votre travail sera reconnu un peu plus tard. Gardez patience.





L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

**1273 Malikilé**  
Kamena lève le voile!

**1274 Malikilé**  
Les enfants de Badalabougou servis

**1275 Malikilé**  
Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

**1276 Malikilé**  
La grosse arnaque!

**1277 Malikilé**  
242 filles et femmes installées

**1278 Malikilé**  
De quoi ont peur les pays de la zone franc?

**1279 Malikilé**  
Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

**1280 Malikilé**  
Les travaux débütent aujourd'hui!

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23